

Lénine

Les Tâches actuelles de la Russie des Soviets¹

6 mars 1922

Permettez-moi, camarades, de troubler quelque peu votre ordre du jour et de vous entretenir aujourd'hui de sujets qui y sont étrangers, afin de vous faire part de mes réflexions et de mes conclusions sur les problèmes politiques les plus importants. Nous nous sommes souvent adressés à ceux qui, sans être les représentants officiels des institutions de l'Etat, portent, en réalité, une part énorme des charges de l'Etat. Vous savez tous que le véritable travail de la plupart de nos institutions est accompli par des représentants de la classe ouvrière, et notamment, au premier plan, par des métallurgistes.

C'est pourquoi je pense qu'il ne sera pas inopportun de modifier le caractère de vos débats et de parler moins ici des questions syndicales ou de celles ayant trait au parti que des grandes questions politiques concernant notre situation intérieure et internationale. Car je suis convaincu qu'on y voit quelque chose qui ressemble à un revirement politique dont l'intelligence exige de la part de tout membre du parti et, bien entendu, de tout ouvrier conscient, une attention particulière. Cette attention est nécessaire à la bonne compréhension des choses et doit nous permettre d'y conformer notre activité dans les syndicats, dans le parti, dans les soviets, partout ailleurs.

Gênes

Vous savez certainement, camarades, que la question la plus importante de la politique internationale c'est encore, pour nous, celle de Gênes. Je ne suis pas tout à fait convaincu que ce soit légitime, parce qu'en parlant de Gênes nous pensons à la Conférence qui devait se réunir dans cette ville d'Italie, dont tous les préparatifs étaient presque achevés, mais qui nous apparaît maintenant, comme tellement indéterminée que personne ne sait (et je crains bien que ses initiateurs et ses organisateurs ne le sachent pas eux-mêmes) si elle a beaucoup de chances de se réunir ou si elle n'en a guère.

En tout cas, nous devons nous dire et dire à tous ceux qui s'intéressent aux destinées de la République Ouvrière et Paysanne que notre position vis-à-vis de la Conférence de Gênes est restée aussi ferme qu'elle le fut dès le début. Et ce n'est pas notre faute si la fermeté, si la résolution la plus élémentaire dans l'accomplissement de leurs propres desseins manquent aux autres.

Nous avons déclaré, dès le premier moment, *faire bon accueil à l'idée de la Conférence de Gênes et y consentir* ; nous comprenions parfaitement, et nous ne cachions pas que nous y allions comme des négociants, parce que le commerce avec les Etats capitalistes (tant qu'ils ne se sont pas encore tout à fait effondrés) nous est absolument indispensable et que nous y allions pour discuter les conditions politiques les plus correctes et les plus avantageuses de ce commerce — rien de plus. Ce n'est naturellement pas un secret pour les Etats capitalistes qui ont formé les premiers le projet de la Conférence de Gênes — et poussé à sa réalisation. Ces Etats savent bien que la série de traités de commerce qui nous lient à différents pays capitalistes s'allonge de plus en plus, que le nombre des affaires faites augmente, que le nombre des entreprises commerciales russes et étrangères, minutieusement étudiées, réalisant les combinaisons les plus variées et par lesquelles les pays étrangers sont intéressés à diverses branches de notre production, est déjà énorme. C'est pourquoi les bases pratiques des discussions de Gênes sont fort bien connues des Etats capitalistes. Et si nous voyons s'ériger au-dessus de ces bases quantité de superstructures faites de projets et de propositions politiques, il faut comprendre que ce ne sont là que des superstructures souvent artificielles et souvent imaginées par ceux qui y sont intéressés.

Il s'agit de commerce

En plus de quatre années d'existence du pouvoir des Soviets, nous avons, naturellement, acquis assez d'expérience pratique (outre ce que nous en savions déjà théoriquement) pour savoir apprécier à sa juste valeur le jeu diplomatique auquel les représentants des Etats bourgeois se sont adonnés suivant toutes les règles de leur vieille diplomatie désuète. Nous comprenons parfaitement ce qu'il y a au fond de ce jeu. Nous savons qu'il s'agit du commerce. *Les pays bourgeois ont besoin de relations commerciales avec la Russie*. Ils savent que sans relations économiques avec nous, conçues de façon ou d'autre, leur débâcle continuera et s'aggravera. Mais leur grande victoire, malgré l'immense vanité dont leurs journaux sont remplis, leur économie continue de se désagréger, et voici quatre ans qu'ils ne réussissent pas, au-lendemain de leurs mirifiques victoires, à résoudre la plus simple question — non celle de construire quelque chose de nouveau, mais celle de réparer un peu ce qui a été endommagé. Et ils continuent à délibérer, à se réunir à trois, à quatre, à cinq (ce sont, comme vous voyez, des nombres considérables qui rendent effroyablement difficile toute

1 Source : *le Bulletin communiste*, troisième année, numéro 15, 13 avril 1922. La note suivante y figure :

« Discours prononcé par Lénine le 6 mars 1922 à l'assemblée de la fraction communiste du Congrès des métallurgistes. Texte sténographique. L'abondance des matières — et nous nous en excusons — nous a seule empêché de publier plus tôt ce discours d'une si grande importance politique et sociale. »

Une traduction différente figure dans le tome 33 des Œuvres sous le titre « La situation internationale et intérieure de la république des soviets ».

entente) pour former une combinaison leur permettant de faire du commerce.

Je comprends que les communistes ont besoin de temps pour apprendre à faire du commerce et que quiconque s'y mettra fera d'abord, pendant quelques années, les fautes les plus grossières ; mais l'Histoire les lui pardonnera, parce qu'il aura entrepris quelque chose de nouveau... Il faut ici s'assouplir le cerveau, abandonner les préjugés communistes ou, plus exactement, vieux-russes et bien d'autres choses encore. Mais que les représentants des Etats bourgeois aient à refaire l'apprentissage du commerce qu'ils font depuis des siècles et sur lequel se basent toutes leurs mœurs, voilà qui est étrange !

Ce n'est pourtant pas trop étrange pour nous : nous savions, et nous disions depuis longtemps qu'ils avaient compris la guerre impérialiste beaucoup moins bien que nous. Après l'avoir comprise du point de vue des situations les plus immédiates, ils sont, après trois ans de victoires grandioses, absolument incapables de trouver une issue à leur situation.

Communistes, nous disions comprendre la guerre plus profondément et plus exactement, et nous savions que ses contradictions et ses misères seraient infiniment plus vastes que ne les prévoient les Etats capitalistes. Nous disions, en considérant les Etats bourgeois victorieux :

« Ils se rappelleront plus d'une fois de nos prédictions et de notre compréhension de la guerre et de ses conséquences. »

Nous ne nous étonnons pas de leurs embarras, mais nous reconnaissons en même temps avoir besoin du commerce avec les Etats capitalistes tant qu'ils existent comme tels. Nous allons négocier avec eux comme des négociants, et le nombre de nos traités de commerce et de nos affaires faites prouve que nous en sommes capables. Ces affaires, nous ne pouvons encore les livrer à la publicité, tant qu'elles ne sont pas achevées.

Quand un homme d'affaires capitaliste vient nous trouver et nous demande que nos pourparlers restent entre nous jusqu'à la fin nous ne pouvons évidemment, du point de vue des affaires, le lui refuser. Mais nous savons le nombre des contrats en préparation, que leur seule énumération tiendrait plusieurs pages et qu'il y a dans leur nombre des dizaines de propositions pratiques concrètement étudiées avec des groupements financiers solides. Certes, MM. les représentants des puissances bourgeoises à Gênes le savent aussi bien que nous, car les relations entre leurs gouvernements et les firmes commerciales de leurs pays se sont assurément maintenues. Même chez eux l'incurie n'est pas encore assez grande pour qu'ils ne soient pas exactement informés sur ce point.

Les méthodes d'intimidation seront inutiles

Et c'est pourquoi nous lisons dans les dépêches de l'étranger que ces messieurs ne savent paraît-il pas encore très bien ce qui se passera à Gênes, qu'ils préparent quelque chose de nouveau, qu'ils veulent étonner le monde en présentant à la Russie des exigences nouvelles, permettez-moi de leur dire (j'espère bien le dire personnellement à M. [Lloyd George](#)) qu'ils n'étonnent personne.

— Vous êtes. Messieurs, des hommes d'affaires, et vous faites bien les affaires. Nous ne faisons que nous initier aux affaires, et nous les faisons mal. Mais nous avons déjà des dizaines et des centaines de contrats conclus et de projets en bonne voie, qui montrent comment, dans quelles conditions, nous faisons et nous ferons des affaires.

Et quand nous lisons dans les journaux des informations publiées pour nous intimider, quand nous apprenons qu'on veut, par exemple, nous imposer un « temps d'épreuve », cela nous fait seulement sourire. On nous a fait assez de menaces, et des menaces plus sérieuses que celles du commerçant qui fait mine, tout en nous offrant ses derniers prix, de vouloir claquer la porte.

Nous avons été menacés par les canons des puissances alliées, dominant presque le monde entier. *Nous n'en avons pas été intimidés. Que Messieurs les diplomates européens veuillent bien ne pas l'oublier.* Nous ne cherchons pas à défendre notre prestige diplomatique, chose si importante pour les Etats bourgeois. Nous n'en parlerons ni officiellement, ni autrement. Mais nous n'oublierons pas ce qui précède. Pas un ouvrier, pas un paysan russe n'oublie et n'oubliera jamais qu'il a victorieusement défendu le pouvoir des Soviets contre les interventions militaires de la coalition des plus grandes puissances.

Nous sommes en possession de toute une collection de traités conclus pendant des années par ces puissances avec [Koltchak](#) et [Denikine](#). Ces traités ont été publiés : le monde entier les connaît. Pourquoi jouer désormais à cache-cache et nous prendre pour des naïfs ? S'il plait à Messieurs ! les représentants des Etats bourgeois de dépenser leur papier (ils en ont beaucoup, ils en ont même de trop) et leur encre, et d'utiliser leurs stations radio-télégraphiques à publier dans le monde qu'ils imposeront à la Russie un temps d'épreuve, nous verrons bien qui sera finalement le plus fort. On nous a déjà éprouvés, non avec des mots, non avec des sous, non avec du commerce, mais avec des coups, et nous avons mérité, en versant notre sang, par maintes et douloureuses blessures, que nos adversaires reconnaissent qu'un homme éprouvé en vaut deux !

Nous l'avons mérité sur les champs de bataille. Dans le domaine commercial, je déplore qu'on s'attaque trop peu à

nous ; mais c'est avec espoir qu'il n'y aura bientôt plus à le déplorer et que nous aurons en affaires autant de succès qu'à la guerre.

J'ai dit que je comptais m'entretenir personnellement de ces choses avec M. Lloyd George, à Gênes et lui dire que *ce n'est vraiment pas la peine de vouloir nous faire peur*. Car il n'en pourra résulter qu'une perte de prestige pour ceux qui l'essaieront.

J'espère que mon fâcheux état de santé, qui, depuis plusieurs mois, ne me permet pas de prendre une part directe aux affaires politiques et de remplir la fonction soviétiste qui m'est attribuée, ne m'en empêchera pas. J'ai des raisons de penser que je pourrai dans quelques semaines reprendre le travail. *Mais les représentants des puissances bourgeoises sauront-ils, en quelques semaines, s'entendre à trois ou quatre sur les points sur lesquels ils ont bruyamment annoncé eux-mêmes que leur entente était réalisée ?* Je n'en suis pas sûr. J'ose même affirmer que personne au monde n'en est sûr et qu'ils n'en savent rien eux-mêmes, parce que les délégués des puissances victorieuses réunis à Cannes, après bien d'autres réunions — si nombreuses que la presse bourgeoise finit elle-même par en rire — n'ont pas encore su dire seulement ce qu'ils veulent.

Le danger de guerre n'est pas écarté

C'est pourquoi le camarade [Trotski](#) a le mieux défini la situation, non du point de vue du maquis diplomatique, mais du point de vue pratique.

Au lendemain du jour où l'on avait publié que la Conférence de Gênes était tout à fait réglée, tout à fait entendue, qu'un accord parfait régnait à ce sujet et que c'était uniquement l'instabilité d'un gouvernement bourgeois (ils sont singulièrement instables) qui en différait la réunion, Trotski publiait un ordre à l'armée rouge informant nos soldats de la situation internationale.

« Nous savons, y était-il dit, qu'un groupe résolu de nos ennemis veut encore essayer d'une intervention militaire. Soyons prêts. Que chaque soldat rouge sache ce que c'est que le jeu diplomatique et ce que c'est que la force des armes qui a jusqu'à présent tranché tous les différends entre les classes. »

Que chaque soldat rouge sache ce que c'est que le jeu diplomatique et ce que c'est que la force des armes, et nous verrons ! Quelle que soit la débâcle du capitalisme, des groupes politiques influents peuvent encore vouloir nous combattre par les armes. Et, si les gouvernements bourgeois sont instables au point de ne pouvoir fixer la date d'une conférence, qui sait dans quelles mains ils seront demain ? Nous n'ignorons pas que des partis, des hommes influents, des puissances économiques veulent la guerre. Nous sommes suffisamment informés sur les dessous de certains traités économiques.

Nous avons énormément souffert, nous savons quelles calamités une nouvelle guerre pourrait nous valoir ; mais, nous le déclarons bien haut, *nous tiendrons encore si l'on essaye de recommencer !* Que l'on essaie donc !

La conclusion du camarade Trotski, qu'il a exposée aux soldats rouges, c'est que la remise de la Conférence de Gênes par suite de l'instabilité des ministères italiens signifiait un danger de guerre. Nous ferons en sorte que chaque soldat rouge le sache. Ce résultat nous sera d'autant moins difficile à atteindre qu'il n'y a guère, en Russie, de soldats ou de familles qui ne sachent, sans avoir lu les ordres de l'armée et les journaux, par ce qu'on voit dans nos campagnes d'estropiés, de ruinés, d'affamés, quelle est la cause véritable de toutes ces souffrances. Et il est douteux qu'il y ait aujourd'hui chez le soldat rouge un sentiment plus ferme que celui de la répulsion ou de la défense contre ceux qui ont soutenu Koltchak et Denikine. Point n'est besoin de constituer de nouvelles commissions d'agitation et de propagande : ces choses sont connues.

Pour ce qui est de la Conférence de Gênes, il importe de distinguer avec soin l'essentiel des canards que la bourgeoisie lance dans ses journaux et qui lui paraissent parfois être des bombes, mais ne nous effraient guère. Nous en avons tant vu qu'ils ne nous font même plus sourire. Pures sornettes que toutes les tentatives de nous imposer des conditions de vaincus, sornettes qui ne valent pas la peine d'une réponse. Nous entrons en relations d'affaires et nous savons, comme des négociants, ce qu'on nous doit, ce que nous devons et quels peuvent être les bénéfices légaux ou même exagérés de nos partenaires. On nous fait bien des propositions, nos affaires augmentent quelle que soit l'humeur des trois ou quatre puissances victorieuses. En différant la Conférence de Gênes, elles ne peuvent que perdre parce qu'elles montrent à leurs propres citoyens qu'elles ne savent pas exactement ce qu'elles veulent et qu'elles souffrent d'une maladie de la volonté. Cette maladie, c'est l'incompréhension d'une vie politique et économique que nous avons comprise. Il y aura bientôt dix ans que nous l'avons comprise, et la débâcle et la ruine actuelle n'ont pas encore éclairé les États bourgeois.

Notre retraite économique est finie

Nous voyons déjà clair dans la situation qui s'est créée chez nous et nous pouvons dire tout à fait fermement que *nous sommes déjà en mesure d'arrêter notre retraite et que nous l'arrêtons*. C'est assez. Nous comprenons et nous ne

cachons pas que notre nouvelle politique économique est une retraite. Nous avons pris plus que nous ne pouvions garder, et c'est la logique de la lutte. Ceux qui se souviennent de ce qui se passait en octobre 1917, et ceux qui l'ont appris depuis, savent combien de propositions de compromis les bolcheviks ont faites alors à la bourgeoisie. Nous lui disions : « Vous croulez, nous allons prendre le pouvoir et nous le garderons. Ne voudriez-vous pas que ça se passe, comme dit le paysan, sans scandale » — Mais il n'y eut pas seulement des scandales, il y eut des tentatives d'insurrections provoquées par les mencheviks et par les socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci, pourtant, s'étaient proclamés tout disposés à remettre le pouvoir aux Soviets. Je viens de lire, dans un journal parisien (ils contiennent bien des choses dans cet ordre d'idées) un article de [Kérensky](#) contre [Tchernov](#). M, Kérensky expose qu'au temps même de la Conférence démocratique, son gouvernement était tout disposé à céder la place à ceux qui auraient pris sur eux de former un gouvernement homogène. — Nous ne nous y refusions pas. Nous le déclarions déjà en juin 1917. En octobre 1917, le Congrès des Soviets donna la majorité aux bolcheviks. Kérensky fit alors appel aux junkers, joignit le général [Krasnov](#), voulut faire marcher l'armée contre Pétrograd. Nous bousculâmes un peu ces gens-là qui boudent et se fâchent encore et nous traitent d'usurpateurs, voire de bourreaux. Nous leur répondons : « Prenez-vous-en à vous-mêmes ! Ne vous imaginez pas que les ouvriers et les paysans russes ont oublié vos œuvres. Vous nous avez provoqués, vous avez suscité la lutte la plus acharnée en octobre 1917, à quoi nous avons répondu par la terreur et triplement par la terreur, et s'il le faut, nous sommes prêts à recommencer, si vous recommencez ». Aucun ouvrier, aucun paysan ne doute que ce soit nécessaire ; personne n'en doute si ce n'est quelques intellectuels mécontents. Nous avons eu à faire la guerre contre un ennemi qui nous était cent fois supérieur en nombre, dans des conditions économiques effroyablement difficiles. On comprend qu'il fallut aller loin dans la voie des mesures exceptionnelles communistes. On nous y obligeait. Nos ennemis voulaient nous briser, nous soumettre, non en paroles, mais en fait. Ils ne consentaient à aucun compromis. Nous répondîmes : « Si vous vous imaginez que nous reculerons devant les mesures communistes les plus extrêmes, vous vous trompez ». — Nous n'avons pas reculé et nous avons vaincu. Maintenant, ces positions nous ne pourrions les garder, nous reculons parce que nous avons assez conquis de terrain pour garder les lignes dont nous avons besoin. Tout ce qu'il y a de blancs, mencheviks et socialistes-révolutionnaires en tête, exultent en constatant notre retraite. Exultez, si cela vous fait du bien. La joie de nos ennemis ne nous est pas désavantageuse quand elle les détourne du travail actif. Leurs illusions ne nous découragent pas.

Nous avons conquis d'immenses positions et si nous ne l'avions pas fait, de 1917 à 1921, nous n'eussions pas eu de terrain, ni au sens économique, ni au sens géographique, pour effectuer maintenant une retraite. Nous conservons le pouvoir, en alliance avec les paysans et si vous ne voulez pas accepter les conditions que nous vous faisons avant la guerre, vous n'obtiendrez après une guerre nouvelle que des conditions pires. L'histoire diplomatique, économique et politique, de 1917 à 1921, le montre si bien qu'il n'y a nulle vantardise à le dire. Ce n'est qu'une constatation. Si, en octobre 1917, les capitalistes avaient accepté nos propositions, ils auraient reçu cinq fois plus qu'aujourd'hui. Vous avez fait la guerre pendant trois ans. Quel avantage en avez-vous retiré ? Vous voulez encore faire la guerre ? Nous savons que vous êtes loin de le vouloir tous. Nous savons aussi qu'en présence de la famine et de la situation de notre industrie, nous ne pourrions conserver toutes nos conquêtes de 1919-1921. Nous en avons abandonné un certain nombre. Mais nous pouvons dire aujourd'hui que notre retraite devant les capitalistes est finie. Nous avons mesuré nos forces et les leurs. Nous avons fait de nombreuses reconnaissances dont les résultats sont consignés dans nos contrats avec des capitalistes russes et étrangers. Et je suis convaincu que le Congrès du Parti Communiste le dira au nom du parti dirigeant de la Russie : *Notre retraite économique peut maintenant être arrêtée. C'est assez. Nous ne reculerons pas davantage.* Nous nous occuperons désormais de développer et de grouper rationnellement nos forces.

Nos difficultés sont immenses

Quand je dis que nous cessons notre retraite économique, ce n'est pas que j'oublie les difficultés infernales que nous avons à surmonter et que je veuille à ce sujet vous rassurer. La question des limites d'une retraite et de sa cessation n'est pas celle des difficultés qui nous environnent. Nous savons que nous n'avons pas encore vaincu cette calamité. Nous savons ce que c'est que la crise financière dans un pays obligé de faire du commerce et où des quantités fabuleuses de papier-monnaie ont été émises. Ces difficultés sont énormes. Je ne crains pas de dire qu'il n'est pas possible de les embrasser d'un coup d'œil. Mais nous n'en sommes pas accablés. Nous puisons au contraire notre force dans notre franchise à l'égard des ouvriers et des paysans auxquels nous montrons ces difficultés et le danger qui les menace du côté des puissances occidentales. Travaillons et considérons avec calme notre tâche. Quand nous cessons notre retraite, ce n'est pas que nous considérons les bases de notre nouvelle économie comme établies. Il n'en est rien. Il ne nous est pas encore permis d'envisager l'avenir avec sécurité. Nous sommes entourés de dangers, du danger militaire que j'ai indiqué, des dangers économiques à l'intérieur, famine, ruine du paysan, désorganisation financière. Dangers énormes, exigeant une énorme tension des forces mais qui ne nous empêcheront pas de faire la guerre si on nous l'impose. Mais elle ne serait pas si facile à nos adversaires. En 1918, il leur était aisé de la commencer et en 1919 de la continuer. Mais depuis, jusqu'à 1922, il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts et beaucoup de sang. Les ouvriers et les paysans des pays d'Occident ne sont plus les mêmes qu'en 1919.

Nous ne ferons plus aucune concession

Au moment où le projet de Gênes semble remis en question par des hésitations dont on ne voit pas la fin, alors que nous avons fait dans notre politique intérieure tant de concessions, il est donc temps de dire que nous n'en ferons plus, *que nous n'en ferons plus aucune*. Si les capitalistes s'imaginent qu'ils peuvent encore gagner du temps avec nous et obtenir davantage, je répète que nous devons les en avertir : « C'est assez, vous n'aurez rien demain ! » Si l'histoire du pouvoir des Soviets et de ses victoires ne leur a rien appris, libre à eux. Nous avons fait ce qui dépendait de nous en le proclamant devant le monde entier. J'espère que notre Congrès proclamera la fin de notre retraite. *Elle est finie* et tout notre travail va en être modifié.

Trêve aux délibérations

Il faut remarquer qu'on observe encore chez nous une grande nervosité, presque malade, dans la discussion de cette question. Les plans les plus variés sont élaborés, des résolutions de toute sortes sont prises. Le hasard m'a fait lire hier, dans les *Izvestia*, des vers satiriques de *Maïakovski*. Je ne suis pas des admirateurs de son talent poétique, mais je reconnais volontiers mon incompetence en prosodie. Pourtant, il y a longtemps que je n'avais éprouvé un semblable plaisir, dans les choses de l'administration et de la politique. Maïakovski se gausse des délibérations et des communistes, qui sans cesse délibèrent, palabrent et redélibèrent. Je ne sais pas ce que valent ses vers en poésie, mais je réponds qu'en politique ils sont tout à fait excellents. Nous sommes, en effet, dans la situation — et il faut reconnaître que cette situation est fort sottise — de gens qui délibèrent toujours, forment des commissions, élaborent des plans — à l'infini. Il y a dans la littérature russe un type de cette sorte : Oblomov. Oblomov passait son temps étendu sur son lit à faire des projets. Bien des événements se sont produits : la Russie a fait trois révolutions, et les Oblomov sont restés les mêmes, car il y en a, propriétaires, paysans. Intellectuels, mais aussi ouvriers et communistes. Il suffit de nous voir délibérer, travailler en commissions, pour conclure que *le vieil Oblomov subsiste et qu'il faut le bien laver, nettoyer, brosser et se-couer pour qu'il soit bon à quelque chose*. A cet égard, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur notre situation.

Nous n'avons pas imité ceux qui, comme les socialistes-révolutionnaires, écrivent le mot révolution avec une majuscule. Nous pouvons répéter le mot de Marx : « En temps de révolution, on ne fait pas moins de bêtises qu'en d'autres temps, et on en fait parfois davantage »². Ces bêtises, nous devons les considérer sans crainte, avec sang-froid. Révolutionnaires, nous devons nous habituer à cela. Nous avons, dans cette révolution, accompli tant de choses définitives, connues du monde entier, qu'en aucun cas nous ne devons nous énerver et nous sentir confus,

Communisme et aptitude au travail

La situation est aujourd'hui telle : nous avons fait une reconnaissance, et nous revoyons le chemin accompli, avant de continuer. Du moment que nous avons à tenir encore contre les capitalistes, nous devons frayer résolument notre nouvelle voie. *Toute notre organisation doit être construite de telle façon que des hommes inexpérimentés en cette matière ne soient pas placés à la tête des entreprises commerciales*. A tout moment, on voit placer chez nous, à la tête des administrations, un communiste, c'est-à-dire un homme indiscutablement consciencieux, trempé dans la lutte pour le communisme, qui a passé par la prison, mais qui ne sait pas faire des affaires et que l'on met cependant à la tête d'un trust d'Etat. Il a toutes les qualités indiscutables du communisme, mais un bon négociant le roulera tout de même. Et c'est un tort de mettre les communistes les plus dignes, les plus admirables, ceux dont on ne peut suspecter le dévouement, à moins d'être fou, là où il faut mettre un commis consciencieux et bien au courant et qui ferait beaucoup mieux le travail. C'est dans ces choses-la qu'apparaissent chez nous les mœurs d'Oblomov. Nous avons placé, dans nombre d'emplois, des communistes pourvus de brillantes qualités, mais absolument incompetents. Combien y a-t-il de communistes dans nos administrations d'Etat ? Nous possédons des documents innombrables, nous avons des travaux sérieux qui suffiraient à enthousiasmer le savant allemand le plus exigeant, nous avons des montagnes de papier, et il faudrait cinquante ans de travail (multipliés par 50) à la Commission d'Histoire du Parti pour se retrouver dans tout cela ; mais pratiquement, dans un trust d'Etat, vous n'arriverez à aucun résultat, et vous ne saurez pas à qui vous adresser, pour la moindre chose.

Epurons le Parti des incapables et des parasites

L'exécution pratique des décrets dont nous avons déjà une quantité plus que suffisante et que nous confectionnons avec la précipitation si bien dépeinte par Maïakovski, n'est pas contrôlée. Les résolutions des militants communistes responsables sont-elles appliquées ? Les militants savent-ils les faire appliquer ? Non, et c'est ce qui modifie l'axe de notre politique intérieure. Qu'est-ce que nos séances et nos commissions ? Ce n'est souvent qu'un jeu. Depuis que nous avons épuré le Parti, après nous être dit : « Les profiteurs, les faux-communistes, les voleurs, à la porte ! » Ça va

2 En fait Engels, in [Le programme des émigrés blanquistes de la Commune](#) : « Dans toute révolution, comme aux autres époques, l'on commet forcément quantité de sottises ».

mieux ! Nous avons mis dehors quelques 100 000 mauvais communistes, et c'est très bien, mais ce n'est qu'un commencement. Le Congrès du Parti étudiera cette question à fond. Et je pense qu'ensuite les quelques dizaines de milliers de membres du Parti, qui ne font maintenant qu'organiser des commissions et ne mènent et ne savent mener aucun travail pratique, auront le même sort. Quand nous aurons fait ce nettoyage, notre parti s'occupera enfin du travail véritable et le comprendra comme il a su le comprendre dans le domaine militaire. Assurément, c'est une œuvre qui ne peut être accomplie ni en quelques mois, ni en une année. Mais nous devons être, dans cette question, durs et fermes comme pierre. Ne craignons pas de dire que le caractère de notre travail a changé. Notre pire ennemi intérieur, c'est le communiste qui occupe un poste responsable (puis un autre poste non responsable) soviétiste, jouit de la considération générale comme un homme consciencieux, exagère un peu, mais n'exagère pas trop, et n'a pas su apprendre à combattre la paperasserie et l'encourage au contraire. *De cet ennemi-là, nous devons nous débarrasser, et nous y arriverons avec l'aide de tous les ouvriers et de tous les paysans conscients. Contre cet ennemi, contre les Oblomov et leur absurdité, toute la masse ouvrière et paysanne sans parti suivra avec ensemble l'avant-garde du Parti Communiste. Et l'on ne peut avoir là-dessus aucune hésitation.*

Nous avons besoin de travail effectif

Je terminerai en résumant brièvement. Le jeu de Gênes et le jeu diplomatique qui se déroule autour de Gênes ne nous ébranlent aucunement. On ne nous attrapera plus. *Nous allons négocier avec des commerçants, nous concluons des marchés, en continuant notre politique de concessions, mais dans des limites déjà bien précises.* Ce que nous avons déjà accordé aux négociants dans nos contrats constitue un pas en arrière dans notre législation. Soit ! Nous n'en ferons pas deux.

Ceci modifie nos tâches essentielles dans la politique intérieure, surtout économique. Ce n'est pas de nouveaux décrets, de nouvelles administrations, de nouveaux procédés de lutte que nous avons besoin. *Nous avons besoin de vérifier l'aptitude au travail des hommes et l'exécution effective des tâches.* La prochaine épuration portera sur les communistes qui font semblant d'être des administrateurs. Que ceux qui forment des commissions délibèrent et palabrent sans faire la plus simple besogne tâchent de s'occuper d'agitation et de propagande ou de toute autre chose utile. Il y en a qui passent leur temps à inventer des choses originales et sages et à dire que, puisque c'est « nouvelle politique », il faut bien inventer quelque chose de nouveau : mais la besogne dont ils sont chargés, ils ne la font pas. Au lieu de garder le kopek qu'on leur confie et de tâcher d'en tirer un deuxième kopek, ils élaborent des plans en milliards et même en trillions soviétistes. C'est contre ce mal que nous allons lutter. *Vérifier l'aptitude au travail et l'exécution du travail, c'est en cela et encore une fois rien qu'en cela que réside le centre de gravité actuel de notre tâche.* Nous en avons pour longtemps. Au nom du Parti, nous devons l'annoncer et réformer nos rangs conformément aux nouvelles nécessités. Et nous serons alors victorieux dans ce domaine comme nous l'avons été toutes les fois que le pouvoir bolchevik prolétarien, soutenu par les masses paysannes, s'est mis à l'ouvrage !